



VIE PROFESSIONNELLE

## ENTREVUE AVEC LE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DE L'OUTAOUAIS

# LES SÉQUELLES DE LA CRISE DE LA LOI 2

Le président de l'Association des médecins omnipraticiens de l'Outaouais, le **D<sup>r</sup> Guillaume Charbonneau**, décrit les conséquences de la crise qui a marqué l'automne.

NATHALIE VALLERAND

**M.Q. • VOTRE RÉGION A ÉTÉ PARTICULIÈREMENT AFFECTÉE PAR LA CRISE DE LA LOI 2. COMBIEN DE MÉDECINS ONT CHOISI D'ALLER EXERCER EN ONTARIO ?**

**G.C. •** Cette période a été très difficile pour tous les médecins du Québec. Toutefois, en raison de notre proximité avec l'Ontario, nos membres pouvaient quitter leur pratique pour exercer de l'autre côté de la frontière sans même avoir à déménager. Au total, 49 d'entre eux avaient un plan avancé à cette fin, et plusieurs autres avaient entamé des démarches. Mais lorsque le gouvernement et la FMOQ se sont entendus, certains sont revenus sur leur décision. Malheureusement, nous avons tout de même perdu 25 médecins.

**M.Q. • QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE CES DÉPARTS ?**

**G.C. •** Vingt-cinq médecins en moins, c'est considérable pour notre région, d'autant plus que plusieurs étaient en début ou en milieu de carrière. Il s'agit donc de dizaines et de dizaines d'années de pratique dont la population outaouaise ne pourra bénéficier. De plus, certaines cliniques pourraient devoir fermer.

Par ailleurs, l'impact ne se limite pas à la première ligne. Le ratio de médecins spécialistes par habitant en Outaouais étant l'un des plus bas au Québec, nos médecins de famille sont très présents en deuxième ligne : urgence, hospitalisation, soins intensifs, réadaptation, pédiatrie sociale... Ils sont partout. Hélas, les événements de l'automne ont fragilisé de petites équipes de deuxième ligne, et certaines peinent à maintenir l'ensemble des services. Je pense notamment aux soins à domicile et aux CHSLD, mais aussi à des équipes plus importantes, comme celles de l'urgence et de l'hospitalisation.

**M.Q. • Y A-T-IL UNE VOLONTÉ DE REBÂTIR CES ÉQUIPES ?**

**G.C. •** Oui, tout à fait. Mais lorsque des équipes sont fragilisées, le recrutement devient encore plus difficile. En toute franchise, le constat est un peu décourageant à court terme. La crise récente a beaucoup nui à notre image auprès des étudiants et des médecins résidents. Après les deux tours du Service canadien de jumelage des résidents, seulement 7 des 16 postes de résidence à Gatineau ont été comblés. De plus, dans le cadre des Plans territoriaux des effectifs médicaux (PTEM), nous n'avons comblé que 8 places sur 20, du jamais vu en Outaouais. Mais je préfère regarder vers l'avenir. Notre région dispose d'un GMF-U et d'un campus de la Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université McGill. Ce sont des éléments structurants qui nous aideront à recruter à long terme.

**M.Q. • RECRUTEZ-VOUS DES MÉDECINS DE L'EXTÉRIEUR DE LA PROVINCE ?**

**G.C. •** Chaque année, nous en attirons quelques-uns de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. En février dernier, nous avons d'ailleurs demandé aux membres de notre association de faire jouer leurs contacts pour promouvoir l'Outaouais auprès des médecins ontariens. Nous en avons ainsi recruté deux ou trois, qui vont probablement travailler à temps partiel. Cette démarche est possible grâce à l'accord n° 774, qui permet d'obtenir une exemption pour exercer dans notre région sans détenir un avis de conformité aux PTEM.

Une autre piste qui a déjà bien fonctionné est le recrutement de médecins français. Malheureusement, cette filière a été affectée par la crise de l'automne. Des médecins français que nous venions tout juste de recruter se sont ainsi désistés, tandis que d'autres, déjà ici, sont retournés dans leur pays. Cela dit, nous allons travailler à réactiver cette filière et à rétablir notre réputation auprès de nos confrères français.

---

**M.Q. • QU'EN EST-IL DES MÉDECINS SPÉCIALISTES ET DES AUTRES PROFESSIONNELS ?**

**G.C. •** Là encore, nous faisons face à des enjeux majeurs de recrutement et surtout de rétention. Dans plusieurs spécialités essentielles, les bris de services sont importants. C'est notamment le cas en chirurgie plastique, vasculaire et thoracique. En raison de la proximité avec l'Ontario et de notre manque de compétitivité sur le plan des conditions de travail, nous avons aussi de la difficulté à garder nos infirmières, nos inhalothérapeutes, ainsi que nos techniciens de laboratoire et de radiologie.

---

**M.Q. • EST-CE QUE DES MESURES SONT PRISES POUR AUGMENTER LE RECRUTEMENT ?**

**G.C. •** Pour contrer la pénurie de technologues en imagerie médicale qui affecte notre région, le Cégep de l'Outaouais a augmenté la capacité d'accueil de son programme de Technologie de radiodiagnostic, lancé en 2023. Davantage de diplômés arriveront donc sur le marché, ce qui améliorera l'accès aux examens d'imagerie. Ce sera bénéfique pour les patients, qui obtiendront leurs résultats plus rapidement, mais aussi pour les médecins, qui gagneront en efficacité. Le gouvernement du Québec a aussi mis en place des primes pour réduire l'écart salarial avec l'Ontario.

---

**M.Q. • OÙ EN ÊTES-VOUS AVEC L'OBJECTIF DE PRISE EN CHARGE DE 500 000 PATIENTS ?**

**G.C. •** Nos médecins veulent contribuer à l'atteinte de cet objectif et se mobilisent à cet effet. Ainsi, plus de 15 000 patients ont été inscrits collectivement, tandis que 9 000 l'ont été de manière individuelle. Un médecin qui prévoyait partir pour l'Alberta a même changé d'idée afin d'inscrire 1500 patients. Cela dit, nous avons besoin de stabilité de la part du gouvernement. Lors de la première vague d'inscription collective, il y a deux ans, des médecins ontariens étaient venus nous prêter main-forte. Mais le gouvernement a changé les règles du jeu, et plusieurs ont décidé de cesser leur pratique au Québec.

---

**M.Q. • QUE PENSENT VOS MEMBRES DE L'INTRODUCTION PROCHAINE D'UN NOUVEAU MODE DE RÉMUNÉRATION ?**

**G.C. •** On sent de l'inquiétude, et c'est normal, car il s'agit d'un changement important et on ne connaît pas encore tous les détails. Mais dans l'ensemble, les médecins espèrent que le nouveau mode de rémunération les aidera à travailler davantage en équipe. Ils souhaitent aussi qu'une plus grande collaboration interprofessionnelle contribue à rendre la pratique plus intéressante et moins susceptible de mener à l'épuisement. Pour que cela fonctionne, cependant, les professionnels de la santé promis par le gouvernement devront être au rendez-vous...

---

**M.Q. • UN DERNIER MOT POUR CONCLURE ?**

**G.C. •** S'il y a une chose positive qui est ressortie de la crise de l'automne dernier, c'est la solidarité qui a soudé les médecins et qui s'est étendue aux responsables des établissements et des DTMF, aux autres professionnels de la santé et même à certains élus. Et cette solidarité, je la ressens encore.

Cela dit, la situation en Outaouais était difficile avant la crise, et elle l'est toujours aujourd'hui. Si on veut s'en sortir, il faut travailler en équipe plus que jamais. La crainte de revivre une crise est toutefois présente. Plusieurs médecins demeurent méfiants et certains gardent leur plan B en réserve. J'espère que l'ensemble de la société québécoise tirera une leçon de ce qui s'est passé.

Enfin, aux médecins qui cherchent un endroit où s'établir, je tiens à dire combien l'Outaouais est une belle région. On y retrouve tous les services, dont un aéroport international, mais aussi de nombreux lacs et rivières. Pour celles et ceux qui aiment la nature et le plein air, l'Outaouais est un terrain de jeu très intéressant. ■